

Des centaines d'avocats , des centaines de millions de dollars : la campagne présidentielle US

Voter par courrier est devenu l'affrontement majeur entre démocrates et les républicains américains.



Joe Biden est partisan de ce mode de scrutin,

Donald Trump dénonce la "fraude massive", "l'élection truquée", prétendant que le seul moyen qu'ont les démocrates de gagner, c'est en trichant.

Une rhétorique qui agace jusque dans le propre camp du président.

Chez les démocrates on est prêt au scénario où Trump serait donné gagnant le lendemain du vote, avant d'être rattrapé par les voix en faveur de Biden, quelques

jours ou plusieurs semaines plus tard.

Dans ce cas le camp Trump ne manquera pas d'attaquer devant les tribunaux.

Biden a renforcé ses équipes à plusieurs centaines d'avocats

Coordination et organisation des services : Dana Remus, conseillère générale du candidat démocrate, Bobo Bauder, ancien conseiller du président Barack Obama.

Ils doivent s'assurer que les électeurs sachent comment voter, surveiller les interférences étrangères, gérer une élection en temps de pandémie.

Le camp démocrate a aussi constitué une plus petite équipe, la "litigation unit", dirigée par Donald B. Verrilli Jr. et Walter Dellinger qui ont été avocat général des États-Unis.

Il faudra défendre État par État les modes de comptage et de validation des bulletins ,aidés par des cabinets d'avocat en liaison avec Eric H. Holder Jr., ancien ministre de la Justice sous Barack Obama.

Le camp démocrate reste marqué par la présidentielle de 2000 (Al Gore vs George Bush) où un imbroglio avait obligé un recomptage des voix en Floride. Le parti républicain avait engagé une solide équipe de juristes impliqués dans tout le processus.

Trump et Biden n'ont pas attendu le 3 novembre pour commencer à s'affronter sur le terrain judiciaire. En Pennsylvanie, dans le New Jersey, l'Iowa, le Montana ou encore le Nevada, les équipes républicaines ont saisi la justice contre les autorités pour avoir facilité le vote par correspondance. Dans l'un, ils accusent les services d'avoir envoyé des bulletins avec des informations personnelles préremplies. Dans l'autre, ils pointent du doigt l'envoi de bulletins de vote par correspondance à tous les électeurs actifs. Ailleurs, ils refusent que la date limite d'acceptation des bulletins soit élargie.

Pour le moment, trois décisions de justice ont renvoyé les plaintes républicaines, mais ce type de bataille juridique pourrait se poursuivre jusqu'au 3 novembre. Si bien que cela pourrait avoir un impact sur le scrutin.

Le parti républicain n'a pas détaillé ses équipes juridiques.

Le comité est prêt à dépenser jusqu' à 20 millions de dollars pour les procès qui suivraient l'élection.

Il s'appuie également sur le Honest Elections Project, une organisation conservatrice qui a lancé une campagne contre le vote par correspondance.

Trump, qui a annoncé qu'il pourrait ne pas accepter les résultats de l'élection, se tournera vers la Cour suprême, où le remplacement de Ruth Bader Ginsburg fait pencher la balance vers la droite conservatrice.

source : New York Times